

Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)

Revue Africaine de Communication



RAC , Nouvelle série, Numéro 7, 2025

COMMUNICATION POLITIQUE & CRISES CONTEMPORAINES



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



COMMUNICATION POLITIQUE ET CRISES CONTEMPORAINES

Sous la direction de

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Yacine DIAGNE,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Mamadou Diouma DIALLO,
Université Gaston Berger (Sénégal)

Nouvelle Série / Numéro 7

Décembre 2025

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro 7, Décembre 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Alioune DIENG, Professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Marc-François BERNIER, Professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien AT CHOUA, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric LAMBERT, Professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Anne PIPONNIER, Professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya DIABI, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie LENOBLE-BART, Professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge THÉOPHILE BALIMA, Professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola SONCINI, Professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Modou NDIAYE, Professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules BIZIMANA, Professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor FAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Marième Pollène NDIAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Namoin YAO - BAGLO, Maître de conférences (CAMES), ISICA/Université de Lomé (Togo)

Moustapha MBENGUE, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Djibril DIAKHATÉ, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Kouassi Sylvestre KOUAKOU, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Sokhna Fatou SECK SARR, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION :

Diégane SÈNE, Maître de conférences (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Aminata KANE, Maître-assistante (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop

Dr Fatoumata Bernadette SONKO, Maître-assistante (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Sahite GAYE, Maître-assistant (CAMES), Université Cheikh Anta Diop

Dr Dominique-François MENDY, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Abdou DIAW, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Ngagne FALL, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Moussa DIOP, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Alioune Badara GUEYE, CESTI, Université Cheikh Anta Diop



Revue Africaine de Communication
Nouvelle Série, Numéro 7, 2025

Édité par

**Alioune DIENG,
Professeur Titulaire,
Université Cheikh Anta Diop
Dakar, Sénégal**



**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
(CESTI)**

Décembre 2025

© **CESTI**

Revue Africaine de Communication

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Tous droits réservés

Site Internet de la Revue : <https://rac.ucad.sn/>

Maquette Première et Quatrième de couverture : Tiécoura Gueye,
CESTI, UCAD

Édition et Mise en page : Professeur Alioune Dieng
CESTI, UCAD

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66

Emails : infos.cesti@gmail.com; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Adresse :

Revue Africaine de Communication

CESTI/UCAD, BP 5005

Dakar-Fann

Sénégal

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)

Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

POLITIQUE ÉDITORIALE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

La *Revue Africaine de Communication* (RAC), qui s'adresse aux enseignants chercheurs, chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits, à caractère scientifique, sur les sciences, les pratiques et les technologies de l'information et de la communication dans le respect des normes internationales de conception, de rédaction et de présentation des travaux scientifiques.

De plus, elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études portant sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences et des techniques de l'information et de la communication est évident.

La RAC paraît une fois par an avec un numéro thématique

et/ou un numéro spécial. Selon la procédure en double-aveugle (*Double Blind Peer Review*), une version anonyme de chaque texte proposé est soumise à l'expertise de deux spécialistes en la matière, en vue de l'évaluation et, éventuellement, de la révision. À cet effet, les critères retenus sont la pertinence et l'intérêt du thème abordé, l'originalité de la problématique et de la démarche logique adoptée, la tenue stylistique de l'article ainsi que sa cohérence avec l'ensemble du numéro et de la Revue. Les contributions peuvent être acceptées, refusées ou donner lieu à des propositions de révisions pour l'auteur. En cas de désaccord entre les deux experts, le Directeur de Publication de la Revue soumet la contribution à une troisième évaluation. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité des auteurs.

En cas de publication, tous les droits sont transférés à la Revue (Voir Code d'Éthique de la *Revue Africaine de Communication*). Les auteurs sont invités à suivre le modèle de présentation et de mise en page des articles publiés par la *Revue Africaine de Communication* (titres, résumé et mots-clés, normes topographiques, références bibliographiques, etc.).

1. Le titre de la contribution

Titre en français et en anglais : police Book Antiqua 12, en gras, centré, interligne simple.

Nom, Prénom(s), premières lettres en majuscules, et affiliation(s) des contributeurs : police Book Antiqua 10, en gras, alignés à droite, interligne simple.

2. Introduction, Titres des parties, Conclusion

Police Book Antiqua 11, en gras, alignés à gauche, pas de retrait, interligne simple.

3. Résumé et Mots-clés de la contribution

- **Le résumé de la contribution** (500 signes au maximum): Rédigé en français et en anglais, police Book Antiqua 10, sans gras, sans italique, sans retrait, aligné à gauche, interligne simple.
- **Contenu du résumé** : Intérêt scientifique du thème et de

l'objet de recherche, délimitation du champ et du contexte de recherche, problématique, objectif et hypothèses de recherche, méthode(s) d'analyse et résultats attendus.

- **Mots-clés** : police Book Antiqua 10, pas de retrait, alignés à gauche, cinq mots en minuscules séparés par des virgules, première lettre du premier mot en majuscule (version française) ; premières lettres en majuscules, cinq mots séparés par des points virgules (version anglaise).

4. Plan de l'article

Il est souhaitable que le texte de l'article soit organisé à trois niveaux :

- section : 1, 2, 3, ... (style Titre 1, gras, taille de police 11, sans retrait) ;
- sous-section : 1.1., 1.2., ... 2.1., 2.2..., etc. (style Titre 2, gras, taille de police 11, retrait 1,27) ;
- sous-sous-section : 1.1.1., 1.1.2. ... 2.1.1., 2.2.2, etc. (style Titre 3, gras, taille de police 11, retrait 1,27).

5. Citations

- **Longueur, police, style, format** :

Les citations brèves (de trois lignes et moins) sont encadrées par des guillemets à la française, sans italique, police Book Antiqua11.

Les citations de trois lignes et plus : retrait 1,27 cm, Book Antiqua 10, pas de guillemets : « Étudiant les rapports entre l'hypertextualisation et l'animation numérique, Saemmer affirme :

Les mots sur support numérique prennent des couleurs, se coulent dans de nouvelles formes graphiques ; en se disposant librement dans l'espace, ils suggèrent une simultanéité caractéristique de l'image ; en s'animant, ils acquièrent une dimension plastique ; en s'hypertextualisant, ils deviennent palpables, touchables. L'un des enjeux centraux de mon livre *Matières textuelles sur support numérique* était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. J'ai essayé de montrer qu'en principe, les possibilités d'interaction et de mise en mouvement

du texte, les nouveaux rapports entre images fixes et mots animés, vidéos et lettres statiques sur l'interface numérique ouvrent le champ sémantique du texte vers de nouvelles significations (2008 : 63). »

▪ **Source de la citation :**

À la fin de la citation, on indique la source (entre parenthèses) : Nom de l'auteur, année de publication, éventuellement la page, précédée de deux points.

En cas de coupure importante ou d'omission dans la citation, il faut placer entre crochets les points de suspension pour la représenter :

« L'un des enjeux centraux de mon livre [...] était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. » (Saemmer, 2008 : 63).

▪ **Auteur(s) mentionné(s) après la citation :**

« En outre, l'opinion, « relayée au plus haut niveau de l'État, aspirait à une plus grande transparence administrative, à l'image d'autres grands pays démocratiques. » (Ermissé, 1988 : 205).

▪ **Citation de deux auteurs :**

« La communication politique a toujours présenté une dimension technique. Dans l'Antiquité grecque, la rhétorique en était la manifestation principale, qui permettait l'utilisation stratégique du discours à des fins de persuasion. » (Gerstlé & Piar, 2020 : 31).

▪ **Plus de deux auteurs :**

- Une première citation :

« Plusieurs virtualités cohabitent dans le débat nucléaire. » (Faivret, Missika & Wolton, 1980 : 9).

- Une deuxième citation des mêmes auteurs :

« Attaquer une idéologie est un exercice périlleux » (Faivret *et al.*, 1980 : 10) ou selon Faivret *et al.* (1980 : 10), « attaquer une idéologie est un exercice périlleux ».

▪ **Citation d'une institution :**

Lors de la première citation, le nom développé de l'institution est mentionné suivi de son abréviation :

« Dans le monde, une augmentation significative de la demande en eau est prévue dans les prochaines décennies. » (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture [UNESCO], 2017 : 1).

- **Dès la deuxième citation, l'abréviation suffit :**

« Les ressources en eau (eaux de surface et eaux souterraines) sont renouvelées à travers le cycle continu d'évaporation, de précipitations et de ruissellement. » (UNESCO, 2017 : 10).

- **Dictionnaire :**

Le relativisme est « une doctrine qui admet la relativité de la connaissance humaine ». (*Le Petit Robert*, 1989 : 1651)

Nota Bene : Pour certains dictionnaires comme celui de l'Académie française, le titre, le numéro de l'édition et le numéro de page suffisent.

- **Citation d'un auteur ayant publié plusieurs documents la même année :**

Si le slogan est l'instrument de la propagande idéologique et de la communication efficace, la rhétorique est une arme à double tranchant, dont la modalité peut être méliorative ou péjorative. Du point de vue rhétorico-pragmatique, les tropes tels que la métaphore ou la périphrase servent à l'expression de l'hybridité linguistique, en faisant s'affronter des points de vue narratifs sur le thème de l'immigration. (Dieng, 2020 a : 54)

Avoir de l'esprit est un atout considérable dans la discussion, mais il se transforme en défaut majeur lorsqu'il s'agit d'éprouver la raison. La prééminence de l'esprit de finesse sur le jugement ne nie pas l'importance de la raison, mais elle permet à l'humaniste de distinguer le champ de la communication de celui du raisonnement philosophique et à élaborer les grands principes d'une éthique du jugement. (Dieng, 2020 b : 362)

- **Plusieurs auteurs de différentes œuvres cités simultanément :**

« Les enjeux de l'information et de la communication ouvrent des perspectives à la recherche. » (Boukacem-Zeghmouri & Rodríguez Bravo, 2019 ; Blanchard & Roginsky, 2020 ; Mattelart, 2016)

- **Citation d'un auteur par un autre auteur :**

« Un usage extensif de l'Internet a permis aux Zapatistes d'instantanément diffuser leurs informations et revendications au monde. » (Castells, 1997 [2010], cité par Mattelart, 2016 : 117)

Nota Bene : Lorsque la date de la première édition est mentionnée, celle de la dernière est mise entre crochets.

- **Ajout de mots dans la citation** : mettre les mots ajoutés entre crochets.

- **Paraphrase d'un texte écrit** :

« Pour Dieng (2024 : 39), "parole sans règle et parole sans foi destinées à faire perdre la face à l'interlocuteur, la polémique a partie liée avec le pouvoir et suscite de ce fait un questionnement dans ses rapports à l'éthique" ».

6. Ponctuation

Sauf exception (point d'exclamation ou d'interrogation), pas de ponctuation dans un titre. Entre le point ou la virgule et le mot qui les précède, il n'y a pas d'espace. En revanche, il y en a une, insécable, entre les guillemets à la française, les deux points, le point-virgule, les points d'exclamation ou d'interrogation et le mot. Les crochets et les parenthèses ne contiennent pas d'espace à l'intérieur, mais à l'extérieur.

On utilise exclusivement les guillemets à la française (« »), en prenant garde de placer une espace insécable après le guillemet ouvrant et avant le guillemet fermant. Les guillemets anglais doubles (" ") sont requis dans une citation de deuxième niveau, c'est-à-dire imbriquée dans une première citation.

7. Normes typographiques

Format : Document Word.

Police : Book Antiqua (BA), 11 pour le corps de l'article, 10 pour les citations.

Style : Normal

Reliure à gauche : 0 cm ;

Interligne : simple

Mise en page : custom size, 15/23 cm (File, Page setup, Paper size: custom size) ; marges : 2 cm (bas, haut, gauche, droite)

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.

Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; à partir de la première ligne 0 cm ; suspension : 0 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

8. Les tableaux :

Les tableaux sont titrés et insérés dans le texte, Book Antiqua (BA) 10. Pour chaque tableau, ne pas dépasser la moitié d'une

page de la revue ; sinon, il sera renvoyé en annexe à la fin de la bibliographie. Leur pertinence sera évaluée par les experts.

9. Notes de bas de page

Les notes en bas de page (police : Book Antiqua 10, suspension (hanging) 0,5 cm, Interligne simple). Ne sont acceptées que les notes qui apportent des informations complémentaires ou des précisions. Les références bibliographiques sont insérées directement dans le texte (voir **Citations**).

10. Bibliographie

▪ Format :

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.
Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; Interligne simple ; suspension : 0,5 cm
Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

▪ Monographie :

Nom, Prénom (date). *Titre du livre* [date de la 1re édition]. Lieu : éditeur, «collection».

▪ Ouvrage collectif :

Nom, Prénom (éd. / éds) (date). *Titre de l'ouvrage*. Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Chapitre d'un ouvrage collectif :

Nom, Prénom (date). Titre de la contribution (pagination : pp. X-Y). In Prénom Nom (éd. / éds), *Titre de l'ouvrage* (pagination). Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Article :

Nom, Prénom (date). Titre de l'article. In *Titre de la revue*, n° x, *titre spécifique à ce numéro* (si indiquée), Prénom Nom (éd./éds), pagination (page de début et page de fin séparées par un tiret).

▪ Article de revue avec volume et numéro de fascicule (version imprimée) :

Nom, Prénom (année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique, numéro du volume en italique* (numéro du fascicule entre parenthèses), numéros de pages.

▪ Revue complète (numéro spécial) (version imprimée) :

Titre du numéro ou du supplément ou du hors-série [Numéro spécial]. (Année). *Titre de la revue en italique, numéro du volume en*

italique (numéro du fascicule entre parenthèses).

▪ **Article de revue (version électronique) avec DOI:**

Article de revue issu d'un hors-série ou d'un supplément (version imprimée ou électronique) : Nom de l'auteur, initiale du prénom (Année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique (pas en forme abrégée et sans le sous-titre)*, (h.s.) ou (suppl.), numéros de pages. <DOI>

▪ **Article de quotidien (version électronique) :**

Nom de l'auteur, prénom (Année, jour mois). Titre de l'article. *Titre du quotidien*. <DOI> ou Accès adresse URL : <lien [Consulté le...]>.

▪ **Congrès/Colloque (publié) :**

Nom du ou des directeur(s), prénom(s) (dir.). (Année). *Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque*. Lieu : Éditeur.

▪ **Contribution d'un auteur à un colloque (communication publiée) :**

Nom de l'auteur, Initiale du prénom (Année). Titre du document. In Initiale du prénom de l'auteur de l'ouvrage. Nom de l'auteur (dir. ou éd.), *Titre de l'ouvrage : Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque* (pp. du document s'il y en a). Lieu : Éditeur.

▪ **Ressources Internet :**

- Mettre la **référence** précise, le **lien** entre guillemets simples <...> et la **date** de consultation entre crochets [...].
- **Article** : Nom, Prénom (2010). Titre. *Titre de la revue en italique*. URL entre guillemets simples (<...[Consulté le...]>) ou <DOI>
- **Livre électronique avec DOI** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. <DOI>
- **Livre électronique avec URL** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...]>.
- **Page ou Site Web** : Auteur ou Organisme (Année de publication). *Titre de la page consultée*. Date de la dernière mise à jour ou de copyright). Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...]>.

- **Texte législatif (version imprimée)** : Titre et date d'adoption du texte de loi ; Sigle (si existant), Recueil et Numéro.
- **Texte ou article législatif (version électronique)** : Titre et date d'adoption du texte ou de l'article de loi ; Sigle (si existant) ; Recueil et numéro ; Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Thèse** : Prénom Nom, Titre : sous-titre, nombre de pages, tomaison, Type de diplôme : Discipline et spécialité : Université (et / ou autres précisions telles que la ville) : Année (date de soutenance). S'il n'y a pas de date de parution, mettre l'abréviation s.d. (*sine datum*) à la place de l'année.

10. Abréviations

Éditeur scientifique : (éd. ou éds.)

Sous la direction de : (dir.)

Numéro d'édition : (éd. ; par exemple : 2e éd.) :

Sans lieu de publication : *sine loco* (s.l.)

Sans nom de l'éditeur : *sine nomine* (s.n.)

Sans date : *sine datum* (s.d.)

L'abréviation des pages se fait différemment en fonction du type de document :

- pour les chapitres d'ouvrage collectif et pour les articles de la presse quotidienne, les pages sont indiquées avec l'abréviation «p.» pour une seule page consultée et «pp.» pour plusieurs pages. Exemple : p. 7 ou pp. 7-14 ;
- pour les périodiques (revue, magazine), les pages sont indiquées sans abréviation. Exemple : 7-14.

11. Bibliographie sélective

BLANCHARD, Gersende & ROGINSKY, Sandrine (2020).

Introduction. Dossier – La professionnalisation de la communication politique en question : acteurs, pratiques, métiers. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1(1), 5-12. <https://doi.org/10.3917/enic.029.0005>

BOUKACEM-ZEGHMOURI, Chérifa & BLANCA, Rodríguez Bravo (2019). Présentation du dossier 2019. Une information scientifique, entre évaluation et médiatisation. *Les Enjeux de*

- l'information et de la communication*, 2(2), 5-11.
<<https://doi.org/10.3917/enic.027.0005>>
- DIENG, Alioune (2020 a). Hybridité linguistique et réinterprétation de l'aventure ambiguë chez Fatou Diome. In *Réécriture et interprétation, Acta Iassyensia comparationis*, 26(vol.2), 51-62.
<http://literaturacomparata.ro/Site_Acta/issues/aic26/06%20Dieng_Layout%201.pdf>
- DIENG, Alioune (2020 b). L'expérience de l'enrichissement dans les *Essais de Montaigne. Akofena*, Revue scientifique des Sciences du langage, Lettres, Langues et Communication, n°002, vol. 1, 353-370.
- DIENG, Alioune (2024). *Éthique et argumentation polémique*. Dakar: Presses Universitaires de Dakar (P.U.D.).
- ERMISSE, Gérard (1988). Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000 (études rassemblées à l'occasion du XIe Congrès international des Archives. In *La Gazette des archives* (pp. 200-217), n°141, Actes du colloque de Paris, 22-26 août.
- FAIVRET, Jean-Philippe, MISSIKA, Jean-Louis, WOLTON, Dominique (1980). *L'Illusion écologique*. Paris : Seuil.
- GERSTLE, Jacques, PIAR, Christophe (2020). *La Communication politique*. Paris : Armand Colin, collection « U ».
- MATTELART, Tristan (2016). Déconstruire l'argument de la diversité de l'information à l'heure du numérique : le cas des nouvelles internationales. In *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2(2), 113-125.
<<https://doi.org/10.3917/enic.021.0113>>
- SAEMMER, Alexandra (2008). Le texte résiste-t-il à l'hypermédia ? In *Communication & Langues*, n°155, 63-79.
- UNESCO (2017). Les Eaux usées : une ressource inexploitée. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.
- WOLTON, Dominique (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)

Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

CODE D'ÉTHIQUE
DE LA

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

1. De l'évaluation des contributions scientifiques

En ce qui concerne l'évaluation de chaque contribution, le Directeur de Publication et les membres du Comité de Lecture et de Rédaction de la Revue sollicite l'avis d'au moins deux évaluateurs, selon le système de double-blind peer review (double-aveugle). L'évaluation des textes soumis à la *Revue Africaine de Communication (RAC)* prend en examen leur contenu scientifique, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, de croyance et d'orientation académique ou politique des auteurs. Sans accord écrit de la part de l'auteur, le matériel inédit des manuscrits soumis à la Revue ne peut pas être employé pour d'autres recherches. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique, le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent autrement à ne diffuser aucune information concernant les textes à des fins différentes des évaluations, des révisions, de l'édition et de la publication. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité de leurs auteurs.

2. Des obligations du Directeur de Publication

Le Directeur de Publication veille à l'exécution et au respect scrupuleux de la Politique éditoriale et du Code d'éthique de la *Revue Africaine de Communication*. Il définit, en collaboration avec le Comité scientifique et le Comité de Lecture et de Rédaction, la thématique annuelle de la Revue et supervise le processus de lancement, d'évaluation, de révision et de publication de chaque numéro. Il est la personne morale et administrative de la Revue. Garant de la notoriété, mais aussi de la qualité, de la conformité et de l'effectivité des travaux et des manifestations scientifiques de celle-ci, le Directeur de Publication supervise la collaboration entre les différents comités de la Revue, les évaluateurs et les contributeurs. Enfin, il la représente dans les autres instances et manifestations scientifiques.

3. Des obligations du Comité scientifique

Le Comité scientifique est tenu de respecter la politique et les principes éditoriaux de la *Revue Africaine de Communication* et doit aussi se conformer aux dispositions légales en matière de diffamation, de violation du copyright et de plagiat. Pour les prises de décisions, le Directeur de Publication de la Revue collabore avec le Comité scientifique. Les deux instances sont responsables de la publication finale des articles.

4. Des obligations du Comité de Lecture et de Rédaction

Le Comité de lecture et de Rédaction relève et vérifie les informations concernant les erreurs, imprécisions, conflits d'intérêts ou plagiat à l'égard d'une contribution, qu'il communique immédiatement au Directeur de Publication de la Revue, qui, à son tour, les notifie à l'auteur. Il vérifie ensuite le respect des modifications et des corrections formulées par les évaluateurs selon les critères fixés par la Revue. Au cas contraire, la Revue s'engage à entreprendre les actions nécessaires : éventuellement, l'article sera retiré de la version finale du numéro lancé. De façon générale, le Comité de lecture et de Rédaction apporte son aide au Directeur de Publication et à son équipe dans la révision, l'édition et la publication des contributions.

5. Des obligations des Évaluateurs

L'expert sélectionné ne se jugeant pas qualifié pour l'évaluation, ou sachant ne pas être en mesure de respecter les délais indiqués, doit notifier la décision au Directeur de Publication de la Revue. Il ne doit pas accepter l'expertise d'une contribution scientifique dans le cas d'un conflit d'intérêts dû à un rapport de compétition, de collaboration étroite, etc. avec les auteurs. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique et le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent à traiter les textes reçus comme des documents confidentiels.

Les évaluateurs s'engagent, quant à eux, à exprimer leurs opinions et recommandations, à les argumenter, documenter et illustrer dans le strict respect du secret professionnel. En outre, ils éviteront de les formuler de façon blessante. S'ils remarquent des passages plagiés ou bidonnés, ils ont l'obligation d'en informer le Directeur de Publication de la Revue. L'évaluation doit être effectuée avec objectivité, professionnalisme et discrétion. Les informations contenues dans les documents évalués demeurent confidentielles et, en aucun cas, ne peuvent faire l'objet d'autre exploitation.

6. Des obligations des Auteurs

Les auteurs s'engagent à garantir l'originalité des contributions, leur non-soumission en vue d'une autre publication lors des phases d'évaluation et de révisions des contributions. Par leur simple participation au numéro, ils acceptent aussi à n'employer des contenus ou des expressions d'autres auteurs qu'en indiquant toujours la source référencée. Les textes soumis n'ont jamais été publiés comme documents protégés par copyright dans d'autres revues ou dans des ouvrages collectifs déjà publiés.

En envoyant une contribution, l'auteur/les auteurs acceptent que, si le texte est approuvé pour la publication, tous les droits économiques, sans limites d'espace et avec toutes les modalités et technologies existantes ou à venir, sont transférés à la *Revue Africaine de Communication*. Dans le cas où un auteur noterait des erreurs significatives, des incohérences ou des imprécisions dans le document scientifique publié, il doit immédiatement le porter à la connaissance du Directeur de Publication de la Revue et

coopérer pour la rétractation ou la révision de la contribution proposée.

7. Accès, Reproduction, Distribution, Diffusion et Partage des Contributions scientifiques

Les contributions scientifiques à la *Revue Africaine de Communication* (RAC) sont disponibles en accès libre sur le site: <https://rac.ucad.sn>. Elles sont également archivées à la Bibliothèque nationale, à la Bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et à la Médiathèque du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information.

Les auteurs cèdent tous les droits de reproduction, de publication et de diffusion de leurs contributions scientifiques à la RAC. Par conséquent, ils acceptent toutes modifications formelles liées aux contraintes de leur mise en page et de leur mise en valeur.

De plus, les contributions publiées par la RAC, ne pouvant faire en aucun cas l'objet d'une autre publication, sont autorisées sous la Licence CC-by-nc-nd (autorisation de partager, copier, reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre originale par tous moyens et sous tous formats, sans modifications, dans un but scientifique, pédagogique ou promotionnel, sauf à des fins commerciales).

Les auteurs doivent être crédités de la paternité de leurs contributions et la source indiquée. Ce droit à la paternité des contributeurs est scrupuleusement respecté en cas d'utilisation de leurs oeuvres (Prénom, Nom, titre de la contribution, Nom de la Revue, Numéro, Année de publication, N° de la page d'où est tiré l'extrait).

SOMMAIRE

<i>Avant-propos</i>	I-XI
<i>Éthique de la violence et ethos politique</i> <i>Ethics of violence and political ethos</i> Alioune Dieng & François xavier Diémé	3-27
<i>Santé sans CFA : stratégies communautaires de prise en charge médicale en</i> <i>contexte de crise à Kédougou</i> <i>Health without cfa: community strategies and reinventing care in a crisis</i> <i>context in Kedougou</i> Babacar Cissé.....	29-57
<i>Gouvernance et communication politique en période de crise : comment</i> <i>comprendre les actions souverainistes de la transition malienne ?</i> <i>Governance and political communication in times of crisis: how can we</i> <i>understand the sovereignist actions of the Malian transition?</i> Hama Yalcouyé.....	59-77
<i>La lutte contre la « désinhibition écologique » dans les pays du sud global via</i> <i>la communication publique et les participations citoyennes à l'ordre</i> <i>environnemental : le cas amazonien</i> <i>Confronting ecological disinhibition through public communication and</i> <i>citizen participation adapted to the climate of impunity: the amazonian case</i> Pierre Cilluffo Grimaldi.....	79-102
<i>Les logiques manipulatoires des relations publiques en contexte électoral en</i> <i>république de Côte d'Ivoire</i> <i>The manipulative logic of public relations in the electoral context in the</i> <i>Republic of Côte d'Ivoire</i> Guillaume Yao Kouakou.....	105-126
<i>Désinformation et communication politique en ligne en temps de crise : le cas</i> <i>de la transition politique tchadienne en 2024</i> <i>Disinformation and online political communication in times of crisis: the case</i> <i>of chad's political transition in 2024</i> Kidana Alice Gali.....	127-148
<i>Bots, communication politique et polarisation numérique : dynamiques</i> <i>informationnelles lors de l'élection présidentielle sénégalaise de 2024</i> <i>Bots, political communication and digital polarization: information dynamics</i> <i>during the 2024 Senegalese presidential election</i> Papa Djibril Ngom & Kouassi Sylvestre Kouakou.....	149-176

Repenser la communication dans les opérations de soutien à la paix en Afrique
Rethinking communication in peace support operations in Africa

Abel Hubert Mback Wara.....177-195

*Radiodiffusions communistes et formation politique des militants de l'union
des populations du Cameroun (UPC) 1955-1971*

*Communist radio broadcasts and political training of militants of the union of
the peoples of Cameroon (UPC) 1955-1971*

Oumarou Gnebora.....199-224

*Presence et representation du Groupe Wagner dans les titres de presse: cas de
Jeune Afrique et de Le Monde (2022-2023)*

*Presence and representation of the Wagner Group in press headlines. The case
of Jeune Afrique and Le Monde (2022-2023)*

Sali Bouba Oumarou.....225-252

AVANT-PROPOS

Le numéro 7 de la *Revue Africaine de Communication* (RAC) est consacré au thème suivant : « Communication politique et crises contemporaines ». En effet, les crises contemporaines, qu'elles soient climatiques, sanitaires, économiques, sociales ou politiques, par leur caractère disruptif, se révèlent être des catalyseurs qui mettent à l'épreuve la solidité de nos systèmes politiques et sociaux. Elles imposent une réévaluation profonde des discours et des pratiques de communication politique. Dans un contexte mondial marqué par une défiance croissante à l'égard des institutions, une polarisation à outrance de l'opinion publique et une circulation ultra-rapide de l'information via les médias sociaux, la communication politique se trouve confrontée à un double défi. D'une part, elle est déstabilisée par la perte de maîtrise des flux informationnels et des narratifs ; d'autre part, elle se voit renouvelée par l'émergence de nouveaux outils et de nouvelles formes d'engagement citoyen.

Ainsi, comme l'a souligné Wolton (1989), la communication politique ne saurait se réduire à une simple transmission d'informations. Elle constitue un champ de tensions permanentes où s'affrontent des enjeux de légitimité et de pouvoir. Les crises récentes et actuelles exacerbent ces tensions sous-jacentes, opposant transparence, intégrité et contrôle de l'information, urgence et réflexivité, élitisme et populisme, réalisme politique et démagogie, sans oublier les tensions entre dynamiques géopolitiques mondiales et replis nationalistes. La manière dont ces crises sont gérées met en lumière les stratégies par lesquelles les acteurs politiques, les médias et les mouvements citoyens s'approprient, remettent en question ou réajustent leurs discours et leurs dispositifs communicationnels pour faire face à des défis sans précédent (Cardon, 2019).

Ce numéro thématique se donne à lire comme une démarche pour cerner la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyen(ne)s.

Étant donné le caractère interdisciplinaire des sciences de l'information et de la communication, il s'inscrit dans la problématique des changements multiples induits par les crises dans leurs différentes dimensions.

Par ailleurs, la communication politique en période de crise constitue un terrain conflictuel sur le plan informationnel, où la recherche de la confiance publique se confronte à une propagation exponentielle de la désinformation. Ce phénomène est généralement défini comme « une manipulation délibérée de l'information, des [faits] dans le but d'induire en erreur le récepteur et [d'altérer] ainsi son jugement, sa décision et son action » (Kouakou, 2023, p. 2). En d'autres termes, les faits, souvent complexes et incertains, sont sujets à des distorsions accentuées et présentés sous les vocables *fake news*, *deepfakes*, théories du complot et infox. Ces distorsions sont amplifiées par la viralité des réseaux sociaux, participant de l'ère de « post-vérité » (Bronner, 2013), où l'émotion et la croyance prévalent souvent sur les faits. La crise du Covid-19 a illustré de manière frappante comment des messages contradictoires et des *fake news* ont pu éroder la confiance envers les institutions et entraver les efforts de santé publique (Kouakou, 2021). De ce fait, la désinformation, particulièrement en contexte de crise, peut compromettre la crédibilité des institutions, exacerber les divisions sociales et rendre inefficaces les politiques publiques.

Dans ce point de vue, la polarisation politico-médiatique constitue un phénomène croissant dans les démocraties contemporaines, où les discours politiques se radicalisent à travers les médias traditionnels et les plateformes numériques. Cette dynamique exacerbe les clivages idéologiques et simplifie excessivement les débats publics les cantonnant à une vision binaire. Il pose ainsi des défis majeurs pour la démocratie, notamment en termes de désinformation, d'érosion de la confiance dans les institutions et de fragmentation de l'espace public (Bail, 2023).

Cette problématique s'inscrit dans un champ de recherche déjà riche, qui a longtemps étudié l'influence des médias, notamment télévisuels, sur les actions politiques (Bourdieu, 1996; Le Bohec, 2013). L'avènement des émissions politiques (Neveu, 2001 ; Delporte, 2012) et des nouveaux médias numériques a toutefois transformé les modalités de couverture de l'actualité politique. Certains travaux mettent en lumière leur influence sur l'opinion publique (Derville, 2017 ; Neveu, 2017), tandis que d'autres explorent leur impact sur la reconfiguration

du champ politique (Desrumaux et Nollet, 2021 ; Lalancette et Bastien, 2024).

Dans cette perspective, la communication politique se trouve aujourd'hui au cœur d'une crise de la représentation qui fragilise les démocraties contemporaines. Celle-ci, caractérisée par une défiance croissante des citoyens envers leurs représentants et les institutions, trouve ses racines dans un sentiment de déconnexion entre les attentes populaires et les réponses politiques. Les mouvements sociaux, comme les Gilets jaunes en France (2018), le Balai Citoyen au Burkina Faso (2013), le Printemps arabe en Afrique du Nord (2011) ou Y'en a marre au Sénégal (2011) illustrent parfaitement comment la communication politique peut être réappropriée par les citoyens pour contester l'ordre établi et proposer des alternatives. Ces mouvements, souvent nés des contextes de marginalisation politique, économique et sociale, ont su créer une synergie entre l'art, la politique et la communication en ayant recours à des symboles forts, à des récits mobilisateurs et à des outils de communication moderne pour amplifier leurs revendications et contourner les structures traditionnelles du pouvoir (Frère, 2015). Pierre Rosanvallon, dans *La contre-démocratie* (2006), souligne que cette défiance n'est pas un phénomène passager, mais une caractéristique structurelle des démocraties modernes, où les citoyens réclament davantage de transparence, de participation et de légitimité.

Dans ce contexte, la communication politique joue un rôle ambivalent. D'un côté, elle est souvent perçue comme un outil de manipulation ou de propagande, renforçant la méfiance des citoyens. De l'autre, elle possède le potentiel de renouer le lien entre les institutions et les citoyens, à condition de se transformer en un véritable espace de dialogue participatif. Cette dualité invite à une réflexion approfondie sur les dynamiques actuelles de la représentation politique, le rôle des médias dans la construction de l'opinion publique et les nouvelles formes de participation citoyenne.

Ainsi, il va sans dire que les crises, par définition, constituent des moments de rupture qui, en générant de l'incertitude, déstabilisent l'ordre établi au sein des sociétés. Dans ces contextes où les repères sont brouillés et la confiance envers les

institutions mise à l'épreuve, la communication devient un levier stratégique pour expliquer, rassurer et influencer l'opinion publique. Elle offre une grille de lecture de la crise pour orienter le cadre interprétatif (*framing*), façonner les représentations sociales (Entman, 1993 ; Correa 2022) et conditionner les comportements collectifs.

La récente crise sanitaire de la Covid-19 a montré le rôle déterminant de la communication dans la stratégie de riposte pour lutter contre la pandémie. Dans un contexte marqué par la gestion de l'incertitude, où les gouvernants ont été contraints de prendre des décisions impopulaires ou coercitives, le recours à la rhétorique politique a constitué un outil de gouvernance pour créer une « ingénierie du consentement » (Bernays, 1928) et favoriser l'adoption de comportements « sains ». Il fait appel au nécessaire « travail politique de construction cognitive, normative et institutionnelle de la crise » (Bouzon, 2004 ; Crespin et Clavier, 2022).

L'émergence de nouvelles formes d'expression sociale et de pratiques culturelles à partir de mai 68 est le point de départ d'une redéfinition constamment renouvelée des rapports sociaux et des phénomènes de contrôle du pouvoir politique, économique et culturel. Avec l'explosion des techniques, des théories et des technologies de l'information et de la communication dans les années 70, ce phénomène dépasse les frontières des États (Miège, 2004). On assiste alors à la naissance du mythe de la société de l'information (Gerstlé, 2007), qui pose les jalons d'un espace social post-industriel globalisé, où domine, non plus seulement l'économie et la politique, mais aussi, et de façon plus probante et incontrôlée une forme d'impérialisme culturel qui fonde l'hégémonie sur le triptyque intérêt/technologie/communication.

Ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), sur lequel se penche l'UNESCO de 1977 à 1980 (Miège, 2004), découle d'une informatisation à outrance de la vie sociale ouvrant la voie à des formes nouvelles de communication politique et stratégique (marketing politique, communication digitale, etc.), d'exercice de la liberté d'expression (E-liberté) et de la démocratie (E-démocratie) dans lesquelles les enjeux économiques sont dilués dans une

réorganisation de l'économie capitaliste ayant la technique et la culture comme bras armés du capitalisme. Ainsi, l'abolition des distances géographiques accentue les conflits culturels, politiques et commerciaux entre les nations (Wolton, 2001).

Cette nouvelle donne s'accompagne d'une montée du populisme et du nationalisme dans les démocraties occidentales (États-Unis, Italie, Autriche, Allemagne, France...). On assiste alors à une révolution de la communication politique qui, en devenant directe, soutenue et incisive, s'adresse à l'imaginaire des peuples (Naves, 2017). La frénésie des déclarations chocs sur les réseaux sociaux numériques noue et défait les relations internationales et les traités commerciaux. En toile de fond, des lobbies et des multinationales, véritables groupes de pression et d'influence au service de l'impérialisme économique et culturel, s'activent pour imposer leur domination (Braud, 2006) à travers des réseaux sociaux numériques et des circuits commerciaux et financiers qu'ils contrôlent entièrement.

L'intégrité de l'information constitue un enjeu majeur dans les dynamiques des conflits contemporains et le repositionnement géopolitique des États et des acteurs internationaux (Arquilla et Ronfeldt, 1999). À l'ère du numérique et des guerres hybrides, l'information est devenue un champ de bataille où s'affrontent intérêts étatiques, économiques et idéologiques. Sa manipulation – qu'elle soit biaisée, tronquée ou falsifiée – est devenue une arme stratégique influençant les rapports de force mondiaux (Douzet, 2014 ; François & Lin, 2020). La lutte pour l'intégrité de l'information représente ainsi un enjeu majeur pour la stabilité internationale et le repositionnement des acteurs dans l'ordre mondial (Miskimmon, O'Loughlin & Roselle, 2013 ; Lasswell, 1927).

Dans un contexte où la lutte pour le contrôle des narratifs s'intensifie, il devient crucial d'examiner les mécanismes de manipulation, les régulations possibles et la capacité des sociétés à s'adapter à ces nouvelles formes de conflits informationnels. L'avenir des relations internationales dépendra largement de la manière dont les acteurs géopolitiques géreront cet enjeu sans compromettre les principes démocratiques fondamentaux (Chomsky & Herman, 2008 ; Nye, 2005 ; Rid, 2020 ; Diagne, 2024 ; Castells, 2009 ; Camara, 2015 et 2018).

Inhérente à la gestion du pouvoir, la communication constitue une dimension importante de l’agir politique. Elle a connu de profondes mutations à l’ère du numérique avec l’avènement de nouveaux espaces de prises de parole et de mobilisations citoyennes (Granjon, 2005). Partie intégrante des dispositifs de communication contemporaine, les réseaux sociaux favorisent le renouvellement des modalités et formats du dire politique et créent de nouvelles dynamiques dans les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir qui méritent d’être questionnées sous l’angle de la communication politique en contexte de crise. L’usage des réseaux sociaux par les leaders politiques, la montée en puissance des influenceurs sur Internet et la prolifération de la désinformation sont autant de phénomènes qui interrogent les mécanismes actuels de persuasion, de légitimation et de construction de sens dans l’espace public (Greffet 2016 ; Douyère et Rieffel, 2019 ; Badouard, 2021).

La communication numérique dans le champ politique, ce sont aussi les nouvelles formes de mobilisations citoyennes, déconnectées des appareils politiques traditionnels et qui visent à replacer le citoyen au cœur du débat démocratique grâce aux technologies numériques regroupées sous le terme de *civic tech* (Cardon, 2019). En contexte de crise, ces technologies civiques peuvent-elles contribuer à restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés ? Peuvent-elles favoriser une réappropriation du débat démocratique par les citoyens ?

Dans ce numéro thématique de la RAC (2025), des chercheurs, à travers leurs travaux scientifiques, ont réfléchi sur la communication et la philosophie politiques dans leurs rapports avec la gouvernance politique, la communication de crise, la propagande et le rôle des médias dans la construction de l’opinion.

Dans leur contribution, Alioune Dieng et François Xavier Diémé donne une nouvelle lecture des tensions idéologiques et religieuses en Italie et en France aux XVe et XVIe siècles en fondant leur réflexion sur la promotion d’un projet politique et social qui vise une stabilité durable et non l’expression débridée des libertés citoyennes et des convictions religieuses. Ainsi, ils montrent que le génie et la rhétorique politiques peuvent traduire l’expression ambiguë d’un humanisme civique et/ou

d'un *ethos* politique qui situent la communication politique et la violence idéologique dans des stratégies d'alerte et de veille politique.

Dans son article sur les dynamiques communicationnelles et politiques, Babacar CISSÉ analyse les Mécanismes Endogènes de Financement de la Santé (MEFS) en contexte de crise pour mettre en évidence des formes d'innovation sociale dans lesquelles la santé devient un bien commun négocié, façonné par des logiques de solidarité, d'autonomie et de gouvernance hybride. Hama Yalcouyé, quant à lui, s'intéresse à la communication politique souverainiste adoptée par la transition militaire malienne afin de mieux comprendre les succès et les échecs enregistrés par les différents régimes en matière de gouvernance et de gestion sécuritaire.

La contribution scientifique de Pierre Cilluffo Grimaldi explore les dynamiques de participations citoyennes en Amazonie afin d'ouvrir de nouvelles possibilités à la communication publique et à la participation citoyenne à travers la conscientisation des masses et la dénormalisation d'un crime environnemental.

En se penchant sur la crise de réputation des institutions électorales ivoiriennes, Kouakou guillaume Yao analyse l'usage des logiques manipulatoires et du capital émotionnel dans les stratégies d'influence de l'opinion en contexte électoral. Dans ce chapitre de la propagande politique et de la manipulation des opinions, Kidana Alice Gali consacre ses travaux aux usages de Facebook dans l'espace de communication politique durant la transition politique tchadienne en 2024. Sa contribution montre le rôle ambivalent des plateformes numériques qui sont à la fois des instruments de pouvoir et des espaces de résistance et de contestation dans une double perspective de négociation permanente de la construction du réel et de la légitimité des acteurs politiques. Dans ce même registre de l'hybridation des espaces numériques, situés entre les pratiques citoyennes et les stratégies d'influence automatisées, Papa Djibril Ngom et Kouassi Sylvestre Kouakou interrogent la place des bots dans la circulation de l'information et leur contribution à la fragmentation de l'espace public pour révéler l'orchestration narrative structurée, avec amplification coordonnée,

standardisation des contenus visuels et recyclage de hashtags, fruits d'une polarisation activement construite par des stratégies d'influence hybrides.

En mobilisant les concepts de la théorie constructiviste, Abel Hubert Mback Wara met en exergue les avantages tant potentiels que réels d'un usage stratégique de la communication dans les processus de paix déployés en Afrique, qui souffre d'une crise de la communication traduite par un usage marginal de l'information et de la communication stratégiques comme outils de pacification. Par ailleurs, Oumarou Gnebora à partir d'une analyse critique de données recueillies à Douala, analyse l'apport probant des radios communistes dans la formation des militants de l'UPC de 1955 à 1971, période marquée par les luttes nationalistes au Cameroun.

Enfin, en s'appuyant sur un corpus constitué des titres d'articles de deux médias de référence, *Jeune Afrique* et *Le Monde*, publiés en ligne du 1er février 2022 au 28 février 2023, Sali Bouba Oumarou s'intéresse à la place du groupe Wagner dans le discours médiatique et les stratégies géopolitiques. Son analyse des contenus médiatiques montre que l'intérêt suscité par la présence du groupe paramilitaire russe en Afrique met l'accent sur les marqueurs de pouvoir et les jugements liés au traitement médiatique de cette présence.

Toutes ces contributions scientifiques montrent que la violence, les médias et la nouvelle donne numérique redéfinissent les espaces publics, politiques et géopolitiques à travers le renouvellement incessant des stratégies de communication, de manipulation et de lutte politiques.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Arquilla, J., & Ronfeldt, D. (1999). *The Emergence of Noopolitik: Toward an American Information Strategy*. Rand Corporation.
- Bail, C. (2023). *Le prisme des réseaux sociaux. Polarisation politique sur Internet*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bernays, E. (2008). *Propagande*. Paris : Édition Zones/La Découverte (Œuvre originale publiée en 1928, *Propaganda*, New York City: Horace Liveright).
- Bourdieu, Pierre (1996). *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*. Paris : Raisons d'agir.

- Bouzon, A. (2004). *La place de la communication dans la conception de systèmes à risques*. Paris : L'Harmattan.
- Braud, P. (2006). *Sociologie politique*, 8e édition. Paris : Librairie Générale de Droit et de France.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Camara, M. (2018). « Dire, montrer l'extrême du terrorisme. L'iconographie des attentats de Paris et de Bruxelles à la Une de la presse européenne ». *Revue Sciences et Techniques du Langage*, n° 14, 72-96.
- Camara, M. (2015). Crise structurelle des organes de régulation en Afrique de l'Ouest : impacts médiatiques, déficits démocratiques. Le cas de la Côte d'Ivoire et du Mali. *Revue africaine de communication*, n°1, 81-96.
- Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Castells, M. (2009). *Communication Power*. Wellington Square, OX.: Oxford University Press.
- Badouard, R. (2021). *Les nouvelles guerres de l'information. Désinformation et radicalisation de la vie publique*. Paris : Le Seuil.
- Cazeaux, G. (2024/4). La Fabrique de l'opinion numérique : des citoyens sous Influence. In *Cités*, n°1000, 313-326.
- Correa, P. (2022). De l'international aux nations. La communication publique sur la pandémie du Covid-19. Exemple du Sénégal. *Revue africaine de Communication, Nouvelle Série*, n°5, 80-93.
- Crespin, R., & Clavier, C. (2022). *Des crises sanitaires aux crises politiques*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Derville, G. (2017). *Le pouvoir des médias*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Desrumaux, C. & Nollet, J. (dir.) (2021). *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Diagne, Y. (2024). Les médias sociaux et le désordre de l'information : perspectives neuroscientifiques et psychologiques. *Revue africaine de la communication, Nouvelle Série*, n°6, 121-141.
- Douyère, D., & Rieffel, R. [(dir.) (2019)]. *La communication politique*. Paris : Armand Colin.

- Douzet F. (2014). La géopolitique pour comprendre le cyberspace, *Hérodote*, vol. 1-2, n° 152-153, 3-21.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. <<https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.>>.
- François, C. & Lin, H. (2020). Cartographier un angle mort : la surprise stratégique des opérations informationnelles russes sur les réseaux sociaux en 2016. *Géopolitique de la datasphère*, n°177-178, 3-21.
- Granjon, F. (2005). L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 79, n°79, 24-29.
- Greffet, F. (2016). *Internet et la campagne présidentielle de 2012*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Herman, E. & Chomsky, N. (2008). *La fabrication du consentement: l'économie politique des médias de masse*. Londres : Bodley Head.
- Jost, J. T. et al. (2018). Comment les médias sociaux facilitent la protestation politique : information, motivation et réseaux sociaux. *Political Psychology*. <<https://doi.org/10.1111/pops.12478>>.
- Kouakou, K. S. (2021). Médias sociaux et covid-19 : analyse des pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp. *Revue Africaine de Communication*, n°4, 35-58. <<http://dx.doi.org/10.61585/pud-rac-nsn403>>.
- Kouakou, K. S. (2023). Esprit critique et lutte contre la désinformation Une étude des habiletés à la pensée critique des étudiants primo-arrivants. *Balisages*, n°7, p.1-21. ISSN 2724-7430. <<https://dx.doi.org/10.35562/balisages.1274>>.
- Lasswell, H. D. (1927). La théorie de la propagande politique. *Revue de science politique*, Vol. 42, tome L, 627-631, doi : 10.2307/1945515
- Le Bohec, J. (2013). *Élections et télévision*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Naves M.-C. (2017). Donald Trump ou la communication incantatoire. In Arnaud Mercier (éd.), *La communication politique*. Paris : CNRS, 149-158.
- Miège B. (2004). L'économie politique de la communication. In Hermès, 38, *Les SIC : savoirs et pouvoirs*, 46-54.

- Miskimmon, A., O'Loughlin, B., & Roselle, L. (2013). *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*. New York/London: Routledge.
- Nye, J. (2005). *Soft power. The means to success in world politics*. New York City: Public Affairs.
- Pariser, E. (2011). The filter bubble. What the internet is hiding from you. Penguin Books. *Singulière*. Paris : L'Harmattan.
- Rid, T. (2020). *Active Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*. New York City: Farrar, Straus & Giroux.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- Rosnay, J. (2006) *La révolte du pronétariat: Des mass média aux médias des masses*. Paris: Fayard
- Vilenchik, N. K., Baden, C. & Yarchi, M. (2020). Interpretative Polarization across Platforms: How Political Disagreement Develops Over Time on Facebook, Twitter, and WhatsApp. *Social Media + Society*. <sagepub.com. DOI: 10.1177/2056305120944393>.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès, La Revue*, 1 (1), 27-42.
- Wolton, D. (2001). La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du XXIe siècle. In *L'Année sociologique*, vol. 51, 309-326.

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU
Dr Yacine DIAGNE
Dr Mamadou Diouma DIALLO

PROPAGANDE POLITIQUE
&
CONSTRUCTION DE L'OPINION

DÉSINFORMATION ET COMMUNICATION POLITIQUE EN LIGNE EN TEMPS DE CRISE : LE CAS DE LA TRANSITION POLITIQUE TCHADIENNE EN 2024

DISINFORMATION AND ONLINE POLITICAL COMMUNICATION IN TIMES OF CRISIS: THE CASE OF CHAD'S POLITICAL TRANSITION IN 2024

Kidana Alice GALI

Université de Lille (France)

kalicegali@yahoo.fr

Résumé

Cet article examine les usages de Facebook comme espace de communication politique, de désinformation et de mobilisation citoyenne durant la transition politique tchadienne en 2024. À partir d'une méthodologie triangulaire, l'étude met en lumière les tensions entre les discours institutionnels, les récits citoyens et la circulation d'infox en contexte de crise. En mobilisant les outils des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), l'analyse interroge les stratégies de légitimation des autorités, les formes de contestation numérique et les pratiques de vérification citoyenne dans un environnement marqué par l'incertitude, la polarisation et une défiance généralisée envers les institutions. L'article souligne le rôle ambivalent des plateformes numériques, à la fois instruments de pouvoir et espaces de résistance, où se négocie en permanence la construction du réel et la légitimité des acteurs politiques.

Mots-clés : Communication politique, Désinformation, Ethnographie en ligne, Crise, Tchad.

Summary

This paper examines the uses of Facebook as a space for political communication, disinformation, and citizen mobilization during the Chadian political transition in 2024. Drawing upon a triangulation methodology, the study highlights the tensions between institutional discourses, citizen narratives, and the circulation of fake news in the context of crisis. Using the tools of Information and Communication Sciences (ICS), the analysis questions the legitimization strategies of authorities, forms of digital protest, and citizen verification practices in an environment marked by uncertainty, polarization, and widespread distrust of institutions. The article highlights the ambivalent role of digital platforms, both instruments of power and spaces of resistance, where the construction of reality and the legitimacy of political actors are constantly negotiated.

Keywords : Political communication; Disinformation; Online ethnography; Crisis, Chad.

Introduction

L'émergence du numérique reconfigure la communication politique traditionnelle : les citoyens produisent leurs propres récits, contestent les discours officiels et mobilisent des contre-publics. Cette dynamique, décrite par Wolton (1997) et Cardon (2010), favorise la mise en concurrence des narratifs et fragilise la parole institutionnelle, exposée à la critique, à la dérision et à la désinformation.

En 2024, la transition politique tchadienne se déroule dans un contexte de crise marqué par des élections, des tensions sociales et une instabilité institutionnelle. Dans ce climat, les réseaux sociaux, notamment Facebook deviennent des espaces centraux de production et de confrontation des discours politiques, dépassant leur rôle de simple relais d'information.

Ainsi, Facebook apparaît comme une arène stratégique où se négocient pouvoir, légitimité et vérité, mais aussi comme un espace où la désinformation et les pratiques de vérification citoyenne s'entrecroisent, influençant directement la perception de la transition démocratique tchadienne. L'article s'appuie sur une méthodologie triangulaire - ethnographie numérique, enquête en ligne et entretiens semi-directifs - pour analyser ces dynamiques et mettre en lumière les tensions entre légitimation, délégitimation et recomposition des récits politiques en temps de crise.

Après avoir présenté la situation de crise tchadienne et les enjeux de la participation citoyenne sur les réseaux sociaux, nous présenterons la combinaison méthodologique mobilisée pour cette étude puis nous exposerons les résultats, qui mettent en évidence le rôle de la communication politique numérique en temps de crise, où la désinformation agit comme un facteur de recomposition des récits et fragilise les discours institutionnels, tout en favorisant l'émergence de pratiques critiques de vérification et de nouvelles formes de citoyenneté numérique.

1- Crise tchadienne et participation citoyenne

La transition politique entamée au Tchad en avril 2021 s'inscrit dans un contexte de rupture institutionnelle majeure, survenue à la suite du décès du président Idriss Deby Itno, tué au front lors d'un affrontement avec des rebelles du Front pour

l'alternance et la concorde au Tchad (FACT). Ce décès brutal a plongé le pays dans une période d'incertitude politique et de tensions accrues. En dépit des dispositions constitutionnelles prévoyant que le président de l'Assemblée nationale assure l'intérim en cas de vacance du pouvoir, c'est le fils du président, le général Mahamat Idriss Deby Itno, qui a été désigné à la tête du Conseil militaire de transition (CMT), une instance ad hoc composée de quinze généraux¹. Cette prise de pouvoir dynastique a suscité de vives réactions, tant au sein de la classe politique que dans la société civile, certains y voyant une rupture avec les principes démocratiques et une tentative de perpétuation du pouvoir familial.

Le CMT a annoncé une transition de dix-huit mois, avec pour objectif affiché de restaurer l'ordre constitutionnel à travers un processus de dialogue national inclusif. Cette période devait permettre de réconcilier les différentes forces politiques et sociales du pays, de réformer les institutions et d'organiser des élections libres et transparentes. Dans cette optique, des négociations ont été engagées à Doha, au Qatar, entre la junte au pouvoir et plusieurs groupes politico-militaires en exil. Ces pourparlers ont abouti au retour au pays de plusieurs figures de l'opposition armée, marquant une étape importante vers une possible pacification du paysage politique tchadien.

Le point culminant de ce processus a été l'organisation du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS), lancé officiellement le 20 août 2022². Ce forum avait pour ambition de rassembler l'ensemble des composantes de la société tchadienne, partis politiques, mouvements rebelles, organisations de la société civile, autorités traditionnelles et religieuses afin de définir les contours d'une nouvelle gouvernance. Toutefois, malgré son caractère proclamé « inclusif », le DNIS a été boycotté par plusieurs acteurs clés, notamment le FACT, certains partis

¹ Mathieu Olivier, « Tchad : comment Mahamat Idriss Déby a pris la tête du Conseil militaire de transition », *Jeune Afrique*, 26 avril 2021, consulté le 25 février 2024.

² David Rich, « Dialogue national au Tchad : des débats qui durent et une élection qui s'éloigne », *France 24*, 22 septembre 2022, consulté le 05 juillet 2024.

d'opposition et des organisations de défense des droits humains, qui dénonçaient un manque de garanties sur la neutralité du processus et sur l'impartialité des autorités de transition.

À l'issue du DNIS, plusieurs décisions controversées ont été prises. La transition a été prolongée de deux années supplémentaires, repoussant ainsi les échéances électorales initialement prévues. De plus, les membres du Conseil militaire de transition, y compris Mahamat Idriss Deby, ont été déclarés éligibles aux futures élections, ce qui a été perçu par certains observateurs comme une manœuvre pour légitimer la continuité du pouvoir militaire.

À la fin du dialogue, les tensions ont atteint leur paroxysme sur les réseaux sociaux numériques. Pour une frange de la population, les décisions prises à l'issue du DNIS, notamment la prolongation de la transition et l'éligibilité des membres du Conseil militaire de transition aux futures élections ont été perçues comme une tentative de consolidation dynastique du pouvoir. Cette perception a nourri un sentiment d'injustice et de frustration, particulièrement chez les jeunes, les militants de la société civile et les acteurs politiques de l'opposition.

Le 20 octobre 2022, cette colère latente s'est cristallisée dans une manifestation populaire d'envergure, organisée dans plusieurs villes du pays¹. Ce mouvement de protestation, qui revendiquait un retour à l'ordre constitutionnel et dénonçait la dérive autoritaire du régime, a été violemment réprimé par les forces de sécurité. Les autorités ont qualifié cette mobilisation d'insurrection armée, justifiant ainsi une réponse sécuritaire sévère. Cette répression a entraîné la mort de plusieurs manifestants, des centaines d'arrestations, et une vague de peur qui s'est propagée dans l'ensemble du pays.

Face à l'ampleur de la mobilisation et à la viralité des appels à manifester diffusés sur les réseaux sociaux, le gouvernement a décidé de suspendre l'accès à Internet et aux principales plateformes numériques. Cette coupure brutale de la connectivité en ce 20 octobre 2022, a eu pour effet immédiat de désorganiser les mouvements citoyens, mais elle a également

¹ Human Rights Watch, « Tchad : De nombreux manifestants tués et blessés », *Human Rights Watch*, 26 octobre 2022, consulté le 03 mars 2025.

accentué le climat de méfiance et de paranoïa, en privant les citoyens de leurs principaux canaux d'information et d'expression. Dans un pays où les médias traditionnels sont souvent perçus comme inféodés au pouvoir, les réseaux sociaux représentaient pour beaucoup un espace de liberté et de transparence.

Les réseaux sociaux numériques ont en effet servi de cadre ouvert au débat. Les plateformes en ligne permettent aux citoyens de participer à la vie politique et leur fournissent un cadre de discussion qui leur permet d'encourager le transfert du pouvoir aux civils à travers l'organisation de nouvelles élections. Elles ont permis aux citoyens de s'informer en temps réel, de partager des témoignages, des vidéos et des analyses, et de contester les récits officiels véhiculés par les autorités. Facebook est ainsi devenu un véritable espace de contournement des canaux institutionnels, favorisant l'émergence de contre-discours, la documentation des abus et la mobilisation citoyenne. Les internautes ont utilisé la plateforme pour dénoncer les violences policières, relayer les appels à la solidarité, et maintenir une forme de pression sociale sur les autorités.

Cependant, cette dynamique participative s'est également accompagnée d'une intensification de la désinformation. Dans un contexte marqué par l'instabilité politique, l'absence de régulation des contenus et la polarisation des opinions, les réseaux sociaux ont parfois servi de vecteurs à des rumeurs infondées, des manipulations informationnelles et des discours haineux. Des acteurs mal intentionnés ont profité de la confusion ambiante pour diffuser des contenus trompeurs, exacerbant les tensions et contribuant à la fragmentation de l'espace public. Cette situation souligne la double nature des plateformes numériques : à la fois outils d'émancipation démocratique et instruments potentiels de déstabilisation.

La dernière phase de la transition politique au Tchad, marquée par les élections présidentielles et locales de 2024, s'est déroulée dans un climat particulièrement tendu, révélateur des fragilités institutionnelles et de la défiance croissante envers les autorités de transition. Alors que cette étape devait symboliser l'aboutissement d'un processus démocratique et la restauration de l'ordre constitutionnel, elle a été entachée par une série de

mesures restrictives et de pratiques autoritaires qui ont profondément affecté l'espace public et les dynamiques citoyennes.

Dans les mois précédant les élections, le gouvernement de transition a multiplié les restrictions, invoquant des impératifs de sécurité et de cohésion sociale. Les manifestations publiques ont été systématiquement interdites, notamment celles portant sur des revendications sociales telles que la pénurie de carburant, la flambée des prix des denrées alimentaires ou les conditions de vie précaires¹. Ces interdictions ont été accompagnées de blocages numériques ciblés : des coupures temporaires d'Internet ont été imposées à plusieurs reprises, souvent de manière préventive, pour empêcher la coordination des mobilisations et limiter la diffusion d'informations critiques. Par ailleurs, une surveillance accrue des contenus numériques a été mise en place, visant à identifier et sanctionner les discours jugés subversifs ou contraires à la ligne officielle du régime.

Ces mesures ont contribué à une polarisation accrue de l'espace public, où la méfiance envers les institutions s'est intensifiée. Les citoyens, les militants et les acteurs politiques ont vu leurs marges de manœuvre se réduire, dans un contexte où l'expression critique devenait de plus en plus risquée. Les réseaux sociaux, qui avaient jusque-là servi de relais à la contestation et à la mobilisation, sont devenus des terrains de surveillance et de répression.

Des acteurs politiques et citoyens ont fait l'objet de menaces, d'intimidations ou d'arrestations, à cause de leurs écrits numériques comme en témoigne l'assassinat du leader d'opposition Yaya Dillo en février 2024 et l'arrestation de ses militants². Figure emblématique de la contestation politique, Dillo avait dénoncé à plusieurs reprises les dérives du régime de transition et appelé à une alternance démocratique. Sa mort,

¹ Chris Adjim, «Tchad : les prix du carburant connaissent une nouvelle hausse vertigineuse à la pompe», Tchadinfos, 15 février 2024, consulté le 16 février 2024.

²Mathieu Olivier, « Tchad : l'opposant Yaya Dillo tué lors d'un assaut des forces de sécurité », Jeune Afrique, 28 février 2024, consulté le 28 février 2025.

survenue dans des circonstances controversées, a provoqué une onde de choc dans le pays et à l'international. Ces répressions ont contribué à polariser davantage l'espace public et à renforcer la défiance envers les institutions de la transition.

Dans ce climat tendu, Facebook a joué un rôle central dans la structuration des débats publics, la diffusion des récits politiques et la mobilisation citoyenne. La plateforme est devenue un espace de contournement des canaux officiels, permettant aux internautes de documenter les événements, de dénoncer les abus et de produire des contre-discours face à la communication institutionnelle.

2- Analyse triangulaire de la communication numérique en contexte d'instabilité politique

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une recherche débutée en 2023 sur les enjeux de la communication politique en ligne durant la transition politique tchadienne. Elle mobilise une approche systémique en sciences de l'information et de la communication (SIC), qui considère les environnements numériques comme des dispositifs sociotechniques complexes. Cette approche permet d'analyser les interactions entre les acteurs, les contenus, les technologies et les normes, en articulant les concepts de médiation, médiatisation et dispositif (Canizares & Gardiès, 2020). Elle offre un cadre théorique pertinent pour comprendre comment les discours institutionnels sont mis en forme, interprétés et transformés par les usagers, et comment les plateformes encadrent ces dynamiques.

Dans ce cadre, l'analyse se concentre sur les usages politiques des réseaux sociaux numériques, en particulier Facebook, durant les différentes phases de la transition. L'approche systémique permet de dépasser une lecture purement technique ou instrumentale des plateformes, en les envisageant comme des espaces de médiation où se construisent des rapports de pouvoir, des formes de légitimation et des résistances discursives. Elle permet également de saisir les logiques de circulation des contenus, les stratégies de mobilisation citoyenne, ainsi que les mécanismes de contrôle et de régulation mis en œuvre par les autorités.

L'étude s'appuie sur une méthodologie qualitative combinant l'observation des interactions numériques, l'analyse des discours publiés sur les pages et groupes Facebook liés à la transition, et des entretiens semi-directifs menés auprès de 12 acteurs, politiques, militants de la société civile et usagers ordinaires. Cette triangulation méthodologique vise à restituer la complexité des usages communicationnels dans un contexte de crise, en tenant compte des dimensions sociopolitiques, techniques et symboliques des environnements numériques.

En mobilisant cette approche, la recherche met en lumière le rôle ambivalent des plateformes numériques dans le processus de transition : elles apparaissent à la fois comme des outils d'émancipation démocratique, favorisant l'expression citoyenne et la circulation de contre-discours, et comme des vecteurs de désinformation, de surveillance et de répression. L'analyse des contenus et des pratiques numériques permet ainsi de mieux comprendre comment les dynamiques politiques tchadiennes se rejouent dans l'espace numérique, et comment les tensions entre contrôle étatique et expression citoyenne s'y manifestent.

L'observation participante a été menée sur 150 pages et comptes Facebook représentatifs des différents pôles d'expression politique au Tchad. Cette méthode, issue de l'ethnographie numérique, consiste à s'immerger activement dans les environnements numériques étudiés, en adoptant une posture à la fois engagée, réflexive et analytique. Elle permet de saisir les dynamiques discursives, les interactions entre les acteurs, ainsi que les logiques de production, de réception et de circulation des contenus politiques (Beaulieu, 2004 ; Hine, 2015).

Pour cet article, l'observation s'est concentrée sur plusieurs pages officielles institutionnelles, notamment celles de la Présidence du Tchad, de l'Agence Nationale de Gestion des Élections (ANGE), du Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) et du Conseil National de Transition (CNT). Ces espaces numériques constituent des vecteurs de communication gouvernementale, où sont diffusés les discours officiels, les décisions politiques, les calendriers électoraux et les appels à la mobilisation citoyenne. L'analyse de ces pages a permis de comprendre comment les autorités utilisent les réseaux sociaux

pour légitimer leur action, construire leur image publique et encadrer le débat politique (Cardon, 2010 ; Miège, 2017).

Parallèlement, l'observation a porté sur des groupes médias et des médias en ligne, tels que *Tchad Info Vérifié*, *Observateurs du Tchad*, *Alwidah Info* et *TribuneEchos*. Ces plateformes jouent un rôle crucial dans la médiatisation des événements politiques, la vérification des faits et la diffusion de contre-discours. Leur contenu, souvent relayé par les internautes, permet de cartographier les récits concurrents qui circulent dans l'espace public numérique, et de repérer les tensions entre journalisme citoyen, information institutionnelle et désinformation (Chadwick, 2013 ; Allard-Huver & Gallez, 2020).

L'étude a également intégré l'analyse des pages et profils de leaders politiques, notamment ceux du Président de transition, des Conseillers nationaux, des ministres, ainsi que de figures influentes du débat public. Ces acteurs utilisent Facebook pour communiquer directement avec leurs partisans, commenter l'actualité, défendre leurs positions et parfois réagir aux critiques. L'observation de leurs publications, de leurs interactions avec les internautes et de la réception de leurs messages permet de mieux comprendre les stratégies de personnalisation du pouvoir, de mobilisation politique et de gestion de la réputation en ligne (Casilli, 2010 ; Boure, 2016).

Enfin, une attention particulière a été portée aux profils publics engagés dans le débat politique, qu'il s'agisse de militants, d'activistes, de blogueurs ou de citoyens ordinaires. Ces profils constituent des relais essentiels de l'expression populaire, souvent en dehors des cadres institutionnels. Leur activité numérique, commentaires, partages, publications originales, révèle les formes de résistance, de contestation ou d'adhésion aux discours dominants. Elle permet également de saisir les émotions politiques, les dynamiques de polarisation et les usages tactiques des réseaux sociaux dans un contexte de surveillance et de répression (Papacharissi, 2015 ; Tufekci, 2017).

Afin de documenter rigoureusement cette observation, l'ethnographe a eu recours à deux outils centraux de l'ethnographie : la tenue d'un carnet de notes de terrain et la réalisation de captures d'écran. Le carnet de notes a permis de consigner quotidiennement les impressions, les événements

marquants, les interactions significatives et les réflexions méthodologiques, conformément aux principes de l'ethnographie réflexive (Emerson, Fretz & Shaw, 2011). Les captures d'écran, quant à elles, ont constitué une archive visuelle précieuse, permettant de conserver des traces des publications, des commentaires et des échanges observés, y compris ceux susceptibles d'être supprimés ou modifiés ultérieurement. Ces éléments ont été classés, annotés et analysés en complément des données textuelles, afin de renforcer la validité et la profondeur de l'analyse.

L'observation ethnographique, enrichie par ces outils, a ainsi permis de documenter les pratiques communicationnelles dans leur diversité, de reconstituer les trajectoires discursives et de saisir les logiques d'appropriation des plateformes par les différents acteurs du champ politique tchadien. Elle constitue une méthode précieuse pour comprendre les enjeux de la communication numérique en période de transition et pour analyser les tensions entre expression citoyenne, contrôle institutionnel et circulation de l'information.

En complément de l'observation ethnographique, un questionnaire a été élaboré afin d'approfondir la compréhension des usages des réseaux sociaux numériques dans le contexte de la transition politique tchadienne. Ce questionnaire visait à recueillir des données qualitatives et quantitatives sur les pratiques, les perceptions et les stratégies des usagers engagés dans le débat public en ligne.

Le questionnaire a été administré via un formulaire en ligne, diffusé par message privé ou par invitation directe auprès de 50 personnes identifiées au cours de l'observation ethnographique. Ces individus, leaders politiques, militants, journalistes, blogueurs et citoyens engagés ont été sélectionnés en raison de leur activité visible sur Facebook, notamment à travers leurs publications, commentaires ou partages portant sur l'actualité politique nationale. Cette méthode d'échantillonnage ciblé a permis de constituer un corpus de répondants représentatif des dynamiques discursives observées sur la plateforme.

Le questionnaire combinait des questions ouvertes et fermées, structurées autour de sept axes d'analyse visant à comprendre les usages politiques de Facebook au Tchad. Il explorait la

localisation géographique des répondants pour saisir les disparités régionales, leur profil sociodémographique (âge, sexe, profession), ainsi que leurs sources d'information privilégiées en période de crise. L'enquête s'intéressait aussi à la fréquence et aux modalités d'usage des réseaux sociaux, aux types de contenus publiés ou relayés, et aux formes d'expression dominantes afin de mesurer la polarisation du débat numérique. Enfin, elle examinait les initiatives citoyennes et les formes de participation politique facilitées par Facebook, permettant d'évaluer son rôle à la fois comme espace d'information, de confrontation des récits et de mobilisation collective.

Cinquante (50) réponses ont été analysées selon une approche thématique croisée, en articulation avec les données issues de l'observation ethnographique. Cette triangulation a permis de dégager des profils d'utilisateurs, de cartographier les formes d'engagement et de comprendre les tensions entre expression citoyenne, désinformation et contrôle institutionnel dans un contexte de crise.

Dans le prolongement de l'enquête en ligne et de l'observation ethnographique, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'acteurs clés du débat numérique tchadien. Cette approche qualitative a permis de recueillir des récits riches et nuancés, en laissant aux enquêtés la liberté d'exprimer leurs expériences et points de vue. L'échantillon, sélectionné selon la pertinence des réponses et la visibilité numérique, regroupait trois profils principaux : des leaders politiques d'opposition mobilisés contre le régime, des représentants du pouvoir utilisant les réseaux sociaux pour défendre leurs positions, et des citoyens apolitiques ou observateurs qui recourent à Facebook comme espace d'information et de discussion. Les entretiens semi-directifs, menés à partir d'une grille souple adaptée au profil de chaque participant, ont permis de recueillir des récits personnels et des réflexions critiques sur les usages numériques en période de crise. Les discussions ont porté sur les motivations d'usage de Facebook (expression, mobilisation, information, légitimation), les pratiques de publication et de gestion des controverses, les stratégies de vérification de l'information, ainsi que les formes de contestation numérique. Elles ont également exploré les perceptions du climat en ligne marqué par la

surveillance et l'autocensure, et les représentations de l'engagement politique, entre citoyenneté numérique et action collective articulée entre sphères virtuelle et réelle.

Ces entretiens ont permis d'approfondir la compréhension des trajectoires individuelles, de mettre en lumière les tensions entre expression et répression, et de documenter les usages tactiques et symboliques des réseaux sociaux dans un contexte de transition politique fragile. Ils ont également révélé la diversité des postures face au numérique : certains y voient un outil d'émancipation et de transformation sociale, d'autres un espace risqué, saturé de désinformation et de conflits (Cardon, 2019 ; Papacharissi, 2015).

Cette méthodologie permet de saisir les tensions entre communication institutionnelle et réception citoyenne, les formes de résistance numérique, ainsi que les processus de construction de la crédibilité en ligne. Elle s'inscrit dans une perspective critique, attentive aux enjeux de pouvoir, aux logiques de polarisation et aux pratiques de reconfiguration du réel dans les espaces numériques. Le recours à une méthodologie plurielle s'impose comme une nécessité analytique. Croiser les observations ethnographiques, entretiens qualitatifs et enquête quantitative permet non seulement de capter la diversité des usages numériques mais aussi de comprendre la coexistence entre véracité, désinformation et dynamiques sociales à l'œuvre sur Facebook.

3- Communication politique numérique et désinformation en temps de crise : entre recomposition des récits et émergence d'une citoyenneté numérique critique

En 2024, l'instabilité institutionnelle, la défiance croissante envers les autorités et la polarisation des discours ont créées un environnement discursif fragmenté, où les publications officielles, citoyennes et les infox s'affrontent et se négocient au quotidien. Les usages de Facebook participent ainsi à redéfinir les rapports entre le pouvoir, la vérité et l'opinion publique.

D'une part les autorités politiques investissent la plateforme pour légitimer leur action, diffuser des discours institutionnels et encadrer la narration de la transition. D'autre part les pages

officielles des grandes institutions et les médias en ligne cherchent à construire une image de stabilité et de continuité. Ce processus de légitimation numérique repose sur la visibilité, la maîtrise des formats et la capacité à occuper l'espace discursif. À l'opposé, Facebook devient un outil de mobilisation citoyenne, d'expression contestataire et de revendication sociale. Des mouvements comme *wakit Tama*¹ ou des collectifs informels utilisent la plateforme pour dénoncer les abus, organiser des actions et proposer des récits alternatifs. Cette dynamique favorise l'émergence d'une opinion publique numérique, plus critique, plus réactive et difficilement contrôlable par les autorités publiques.

Cependant, cette hybridation discursive s'accompagne d'une intensification de la désinformation. Les infox circulent rapidement, alimentées par des comptes anonymes, des pages partisans ou des influenceurs politiques. Elles brouillent les repères, fragilisent la crédibilité des institutions et renforcent la polarisation. La vérité devient alors un enjeu stratégique, disputé entre viralité émotionnelle et vérifiabilité rationnelle.

3.1. Désinformation et recomposition des perceptions politiques en ligne en contexte de crise politique

Dans un contexte de crise électorale marqué par des tensions sociopolitiques et une défiance croissante envers les institutions, Facebook est particulièrement devenu un espace central de communication et de confrontation symbolique. Les autorités y ont diffusé des messages officiels visant à rassurer la population sur le déroulement du scrutin et la stabilité du pays. Toutefois, l'ethnographie numérique des interactions montre que ces discours institutionnels sont immédiatement soumis à la critique citoyenne, révélant une dynamique de contestation permanente.

À titre d'exemple, lorsque le président de la transition a appelé à un vote massif afin que « la paix règne à jamais », les

¹ Fondé en 2021, Wakit Tama est un mouvement citoyen tchadien qui s'est distingué par ses mobilisations contre la junte et les irrégularités électorales. Dissous par les autorités en 2025, il demeure pour l'opposition un symbole de résistance démocratique face aux restrictions politiques.

réactions des internautes ont montré une fracture profonde entre le discours institutionnel et la perception citoyenne. Certains ont exprimé leur désillusion en dénonçant une paix « délétère » et « éphémère ». De même, la diffusion de vidéos montrant l'usage de drones, pourtant interdits par la DGGSSIE, ou les témoignages sur la disparition d'urnes électorales, ont alimenté la suspicion et mis en évidence la contradiction entre les déclarations officielles et les pratiques observées sur le terrain. Ces exemples traduisent une mise en concurrence des récits (Cardon, 2010), où la parole institutionnelle est recontextualisée, contestée et parfois discréditée par les citoyens. Comme le souligne Wolton, la communication politique ne repose pas uniquement sur l'émission d'un message, mais sur une négociation de sens entre émetteurs et récepteurs (Wolton, 1997). Sur Facebook, cette négociation s'opère de manière publique, instantanée et conflictuelle, révélant les tensions entre légitimité institutionnelle et perception citoyenne.

3.2. La désinformation comme catalyseur de recomposition des perceptions

La période électorale a été caractérisée par une intensification de la circulation de rumeurs, de théories du complot et d'infox. Ces contenus, souvent non vérifiés, ont contribué à alimenter un climat d'incertitude et de méfiance. L'exemple du 6 mai 2024, jour du vote, est particulièrement révélateur : une rumeur annonçant une coupure imminente d'internet s'est propagée à grande échelle, incitant les citoyens à télécharger des VPN pour contourner une éventuelle censure. Bien que rapidement démentie, cette information avait déjà modifié les comportements et renforcé les soupçons envers les autorités. Ce cas illustre la rapidité avec laquelle les contenus émotionnels se propagent, souvent au détriment des démentis rationnels.

Dans le contexte tchadien, les trois formes de désinformation définies par Wardle, mésinformation (contenu faux diffusé sans intention de nuire), désinformation (contenu faux diffusé avec intention de manipuler) et malinformation (contenu véridique utilisé de manière malveillante) coexistent et s'entremêlent (Wardle, 2017). L'ethnographie numérique révèle que les citoyens peinent à distinguer ces catégories, ce qui accentue la

confusion et nourrit la polarisation. La désinformation ne se limite pas à des faits isolés : elle agit comme un catalyseur de recomposition des perceptions politiques. Elle permet à certains groupes de reformuler les événements selon leurs propres grilles de lecture, souvent fondées sur des clivages identitaires, religieux ou régionaux. L'affaire du curé Madou, accusé d'avoir incité à la violence après l'adoption de la Loi organique N°015/CNT/2024, a été interprétée sur Facebook comme une attaque ciblée contre les leaders religieux. « Même les hommes de Dieu ne sont pas épargnés de la geôle, qui osera dire la vérité alors dans ce cas... ». Les réactions indignées montrent comment les réseaux sociaux deviennent des espaces de relecture politique des événements, où les discours officiels sont réinterprétés à travers des prismes émotionnels et communautaires. La désinformation ne crée pas seulement de la confusion : elle structure des récits alternatifs qui polarisent davantage l'opinion publique.

3.3. Facteurs de vulnérabilité et enjeux de régulation

L'enquête en ligne et les entretiens menés dans le cadre de cette ethnographie numérique mettent en évidence plusieurs facteurs qui rendent les citoyens vulnérables à la désinformation.

D'abord, la faible régulation des plateformes numériques constitue un problème majeur. L'absence de cadre juridique dans le domaine de la communication numérique favorise la libre circulation des contenus problématiques, sans mécanismes de modération efficaces. Cette situation ouvre la voie à une diffusion incontrôlée d'informations manipulées. Comme le souligne un enquêté : « Les réseaux sociaux et l'outil internet [...] sont entrés par effraction dans notre pays. Ça veut dire qu'il n'y a pas, il n'a jamais eu de politique structurelle pour introduire la chose numérique au Tchad. »

Ensuite, la politisation des usages numériques accentue cette vulnérabilité. Face aux restrictions imposées dans l'espace public physique, les réseaux sociaux deviennent des outils de mobilisation, mais aussi de manipulation. Les débats en ligne se transforment en luttes symboliques où les clivages sociaux et politiques sont exacerbés : « Souvent même ça éclate parce que sur le fond de la moindre actualité, du moindre débat public, on

y va en termes de raisonnement régionaliste, de raisonnement clanique, des attaques de religion, etc. Donc non, ça n'a jamais favorisé la cohésion sociale ».

Certains enquêtés insistent sur la nécessité d'adapter les revendications sociales et politiques aux réalités locales. La problématique de la place des femmes dans les sphères politiques, et notamment la question du quota de candidatures féminines aux élections, illustre cette tension. Un participant s'exaspère :

Qu'est-ce que la femme tchadienne veut ? Elle veut avoir des vélos, elle veut pouvoir se prendre en charge. Elle ne veut pas être contre son mari, elle ne veut pas être contre ses frères. [...] Mais maintenant, comment faire comprendre à un homme que la femme doit aussi aller à l'école ? C'est important. Comment est-ce qu'il faut faire comprendre à un homme que la femme doit aussi travailler ? [...] Ça, c'est plus important que de vouloir les séparer sur les questions de sexualité.

Enfin, la crise de confiance envers les médias traditionnels joue un rôle déterminant. Les médias publics, perçus comme alignés sur les discours officiels, ne constituent plus la première source d'information pour les citoyens. Une majorité des enquêtés déclare ainsi se tourner vers les réseaux sociaux comme source principale d'information, malgré leur instabilité et leur manque de fiabilité. Cette migration s'accompagne d'une appropriation des débats en ligne, mais souvent dans un cadre conflictuel ou conservateur. NA affirme que

dans les débats en ligne, les femmes doivent intervenir en respectant les contextes africains (...) pour ne pas être vulgaires, être douces, et toujours demeurer conservatrices. » D'autres insistent sur les limites du féminisme importé, estimant que : « Être féministe c'est une bonne chose, mais se mettre systématiquement à imiter un peu le féminisme à l'occidental, non (...) certaines choses, c'est quand même des dérives sociales.

Comme le souligne Badou (2021), cette vulnérabilité structurelle favorise l'émergence de récits alternatifs qui concurrencent les discours institutionnels. Facebook devient, à cet effet, un espace de lutte symbolique, où se joue la légitimité des acteurs politiques, religieux et communautaires, ce qui invite à

interroger les formes de citoyenneté numérique critique qui se déploient dans ces arènes virtuelles.

3.4. Vers une citoyenneté numérique critique

Face à des pratiques récurrentes de censure numérique, les citoyens mobilisent les outils numériques pour défendre leurs droits à l'information et à l'expression. Facebook devient ainsi un espace de résistance, où la légitimité institutionnelle est mise à l'épreuve par des pratiques collectives de vérification et de contournement. Ces dynamiques montrent que la lutte contre la désinformation ne peut être pensée uniquement en termes de régulation étatique ou de contrôle algorithmique des plateformes : elle doit aussi intégrer les initiatives citoyennes, qui participent à la construction d'une souveraineté narrative alternative.

Cette tension est perceptible dans les entretiens. BM, par exemple, souligne la superficialité des échanges en ligne et la confusion entre opinion et information : « L'information et l'opinion ne sont pas les mêmes choses. Souvent l'opinion est même l'ennemi de l'information. » Cette critique traduit une inquiétude face à la circulation massive de contenus non vérifiés, mais elle confirme aussi l'importance d'une vigilance citoyenne pour distinguer le vrai du faux.

La prolifération de la désinformation a suscité l'émergence d'initiatives citoyennes visant à rétablir la véracité des faits. Le groupe TchadInfos, qui rassemble plus de 123 000 membres (en 2024) sur Facebook, constitue un exemple emblématique de vérification collaborative. Ce groupe fonctionne comme un espace de contre-expertise, où les internautes s'emploient à démystifier les contenus viraux. Un post typique illustre cette démarche : « Cette vidéo ne vient pas du Tchad. Elle a été filmée au Nigeria en 2022. Source : recherche inversée. » Dans le même esprit, NA insiste sur la possibilité offerte par les réseaux sociaux de recadrer les discours politiques : « Avant avec les médias traditionnels, c'était unilatéral... mais là sur les réseaux sociaux, vous pouvez recadrer ». Cette capacité de correction citoyenne illustre la construction de contre-publics numériques (Fraser, 1992), où les internautes produisent leurs propres normes de véracité et contestent les récits institutionnels.

En cas de coupures régulières d'internet pour des raisons diverses, souvent politiques ou sécuritaires, la résistance citoyenne ne se limite pas à la vérification des faits. Elle s'exprime également à travers des pratiques techniques visant à contourner les restrictions imposées par les autorités. Lors de la coupure d'internet du 15 octobre 2024, une mobilisation numérique s'est rapidement organisée sur les réseaux sociaux : des appels à l'installation de VPN ont circulé massivement, accompagnés de tutoriels détaillant les étapes pour accéder à des serveurs étrangers, contourner les blocages et maintenir l'accès à l'information. Cette dynamique témoigne d'une appropriation critique des outils numériques, où la compétence technique devient un levier de résistance face à la censure et à la privation d'accès à l'espace public en ligne. DF illustre cette appropriation en expliquant sa stratégie de résilience face aux insultes et menaces reçues en ligne : « J'ai développé la stratégie du canard : l'eau tombe sur le dos, elle s'écoule et je continue ». Cette posture traduit une capacité à transformer l'espace numérique en arène de débat contradictoire, malgré la violence symbolique qui s'y déploie.

TN, quant à lui, met en lumière une autre dimension : la nécessité d'une pédagogie numérique et d'un encadrement juridique plus solide. Il rappelle que les réseaux sociaux, loin de favoriser la cohésion sociale, exacerbent parfois les tensions ethniques et tribales : « Dans des pays comme le Tchad, on utilise les réseaux sociaux pour des disputes sur le plan ethnique, tribal... il faut continuer à faire de la pédagogie pour que les réseaux sociaux deviennent autre chose que cet endroit d'insultes. » Il insiste également sur l'importance de lois protégeant les individus contre la diffamation et les atteintes à la vie privée : « Les rumeurs peuvent amener au suicide, peuvent tuer des gens... il faut poursuivre ces personnes ». Cette perspective souligne que la citoyenneté numérique critique ne peut se limiter à la vigilance citoyenne : elle doit aussi s'appuyer sur un cadre légal protecteur et une éducation numérique adaptée.

En outre, ces pratiques traduisent une appropriation citoyenne éclairée des technologies, dans un contexte où l'accès à l'information devient un enjeu de pouvoir. Comme le souligne

Zeynep Tufekci (2017), ces formes d'engagement numérique participent à la construction d'une citoyenneté active, capable de s'adapter aux contraintes politiques et technologiques. Le dernier entretien met en évidence les limites de cette liberté, rappelant que l'expression en ligne reste encadrée par les lois nationales et les algorithmes des plateformes : « Il y a des lois qui encadrent l'utilisation des réseaux sociaux... et les algorithmes recadrent dans un certain terme ». Cette contrainte souligne la nécessité d'une éducation numérique, encore absente au Tchad, pour permettre aux citoyens de mesurer leurs propos et d'éviter les dérives.

Bien que ces initiatives restent souvent fragmentées, dispersées et informelles, elles traduisent une reconfiguration de l'espace public numérique. Elles montrent que les citoyens ne se contentent pas de subir la désinformation : ils la combattent, la déconstruisent et la transforment en opportunité de mobilisation. Dans le cas tchadien, cette citoyenneté numérique critique illustre la capacité des individus à défendre leurs droits à l'information et à l'expression, même dans un environnement marqué par la surveillance et la censure. Facebook apparaît alors non seulement comme un vecteur de désinformation, mais aussi comme une arène de résistance, où se négocient en permanence la légitimité des acteurs, la véracité des faits et la souveraineté narrative.

Conclusion

L'analyse du rôle de Facebook durant la transition politique tchadienne révèle les tensions structurelles dans l'espace public numérique tchadien. Facebook apparaît simultanément comme un outil de communication institutionnelle, un vecteur de désinformation et un espace de résistance citoyenne.

La désinformation, par sa viralité et sa charge émotionnelle, perturbe la perception des événements et accentue la polarisation sociale (Wardle, 2017). Les institutions, malgré leurs efforts de communication, peinent à imposer leur parole face à des citoyens désormais acteurs de l'information, capables de produire, de contester et d'archiver les discours politiques en temps réel (Cardon, 2010 ; Wolton, 1997). Dans ce contexte, les pratiques de vérification collaborative et les résistances

numériques, bien qu'encore fragmentées, traduisent l'émergence d'une citoyenneté numérique critique, fondée sur la vigilance, la compétence technique et l'engagement discursif (Fraser, 1992 ; Le Crosnier, 2018 ; Tufekci, 2017).

Cette ethnographie numérique de la transition tchadienne montre que la gouvernance politique ne peut plus être pensée uniquement à travers les institutions formelles ou les urnes. Elle se joue également dans les flux numériques, les algorithmes et les interactions sociales en ligne. Comprendre ces dynamiques est essentiel pour concevoir une communication institutionnelle plus inclusive, capable d'intégrer les nouvelles formes d'engagement citoyen et de répondre aux défis contemporains de l'espace public numérique.

En définitive, la transition politique ne se joue pas uniquement dans les institutions formelles ou les urnes, mais aussi dans les flux numériques, les algorithmes et les interactions sociales en ligne.

Bibliographie

▪ Monographies

CARDON, Dominique (2010). *La démocratie Internet : Promesses et limites* [1re éd.]. Paris : Seuil.

HINE, Christine (2000). *Virtual Ethnography* [1re éd.]. Londres : SAGE Publications.

JEANNERET, Yves (2014). *Penser la trivialité : Essai sur les médiations ordinaires des savoirs* [1re éd.]. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

LE CROSNIER, Hervé (2018). *La culture du doute : Information, désinformation et démocratie* [1re éd.]. Caen: C&F éditions.

MIEGE, Bernard (2000). *Les industries du contenu face à l'ordre informationnel* [1re éd.]. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

TUFECKI, Zeynep (2017). *Twitter and Tear Gas : The Power and Fragility of Networked Protest* [1re éd.]. New Haven : Yale University Press.

WOLTON, Dominique (1997). *La communication politique : Institutions, acteurs et représentations* [1re éd.]. Paris : Presses Universitaires de France.

Articles de revue (version imprimée ou électronique avec DOI) :

CANIZARES, Ana & GARDIES, Caroline (2020). L'approche systémique en SIC : médiation, médiatisation et dispositifs numériques. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, (20). <<https://doi.org/10.4000/rfsic.10000>>

FRASER, Nancy (1992). Rethinking the public sphere : A contribution to the critique of actually existing democracy. *Social Text*, (25/26), 56-80.

JOUET, Josiane (2000). Retour critique sur la sociologie des usages. *Réseaux*, 18(100), 487-521.

Rapport de recherche :

MARWICK, Alice & LEWIS, Rebecca (2017). *Media Manipulation and Disinformation Online*. New York : Data & Society Research Institute.

▪ Ressources Internet

Agence Nationale de Gestion des Élections (ANGE) (2024) *Déclaration officielle sur l'organisation des élections* [Post Facebook]. <<https://www.facebook.com/ange.tchad>> [Consulté le 3 mai 2024].

Alwihda Info (2024) *Tchad : Lutter contre la polarisation et la désinformation, un défi pour l'unité nationale*. <<https://www.alwihdainfo.com>> [Consulté le 15 juin 2024].

DGGSSIE (2024) *Communiqué sur l'interdiction des drones* [Post Facebook]. <<https://www.facebook.com/dggssie.td>> [Consulté le 5 mai 2025].

DW Afrique (2024) *Tchad : les réseaux sociaux entre mobilisation et discours de haine*. <<https://www.dw.com/fr>> [Consulté le 20 juillet 2025].

International Crisis Group (2023) *Tchad : Réseaux sociaux et transition politique*. <<https://www.crisisgroup.org>> [Consulté le 15 février 2024].

Observateurs du Tchad (2024) *Page Facebook d'analyse citoyenne*. <<https://www.facebook.com/observateursdutchad>> [Consulté le 15 avril 2024].

Présidence de la République du Tchad (2024) *Publication Facebook du président de la transition* [Post Facebook]. <<https://www.facebook.com/presidencet Chad>> [Consulté le 5 mai 2024].

Tchad Info Vérifié (2024) *Groupe Facebook de vérification citoyenne*. <<https://www.facebook.com/groups/tchadinfoverifie>> [Consulté le 3 mai 2024].

▪ Pages Facebook mentionnées

<[https://www.facebook.com/tribuneEchos](https://www.facebook.com/search/top/?q=wakit%20tamma%20officiel%20D8%A7%D9%84%D8%B5%D9%81%D8%AD%D8%A9%20D8%A7%D9%84%D8%B1%D8%B3%D9%85%D9%8A%D8%A9%20D9%84%D9%84%D8%AD%D8%B1%D8%A7%D9%83%20D9%88%D9%82%D8%AA%20D8%AA%D9%85%D9%87&__epa__=SEARCH_BOX&__eps__=comet.profile&__hcr__=eyJpZCI6IjEwMDA3MjQyNTg0MzQ0OSIsInNvdXJjZSI6IiRZUEVBSEVBVBRF9QQUdFX01BUktFUij9>.</p>
<p><.

<[https://www.facebook.com/Alwihda?__cft__\[0\]=AZX6rUN_orLDKcQVWdyEUwPs_d_OeElumm1uEgV6uiyMike0TO0EtoYH140QAxo_3sLhChZNr4LMSDCeQ87d9f854YqQ7nW5GAspv0_5DTa4mhFsPla38ulzJ4dfgAhy7e4HeayT7-gZnZsc6pKdOrpULrUXLezi5lvq9Xzg3_FYgTQ&__tn__=-UC-R](https://www.facebook.com/Alwihda?__cft__[0]=AZX6rUN_orLDKcQVWdyEUwPs_d_OeElumm1uEgV6uiyMike0TO0EtoYH140QAxo_3sLhChZNr4LMSDCeQ87d9f854YqQ7nW5GAspv0_5DTa4mhFsPla38ulzJ4dfgAhy7e4HeayT7-gZnZsc6pKdOrpULrUXLezi5lvq9Xzg3_FYgTQ&__tn__=-UC-R)>.

<https://www.facebook.com/search/top/?q=pr%C3%A9sidence%20de%20la%20r%C3%A9publique%20du%20tchad&__epa__=SEARCH_BOX&__eps__=comet.profile&__hcr__=eyJpZCI6IjEwMDA2NDcxMjAxNzYxMSIsInNvdXJjZSI6IiRZUEVBSEVBVBRF9QQUdFX01BUktFUij9>.

<https://www.facebook.com/search/top/?q=sgg%20tchad&__epa__=SEARCH_BOX&__eps__=comet.profile&__hcr__=eyJpZCI6IjEwMDA2NDMxNTk0NDk1NiIsInNvdXJjZSI6IiRZUEVBSEVBVBRF9QQUdFX01BUktFUij9>.

<<https://www.facebook.com/profile.php?id=61556649848885>>.

<<https://www.facebook.com/CNTTCHAD>>.

Campagne présidentielle le 26 mai à Lai : <<https://www.facebook.com/GMahamatIdi>

<<https://www.facebook.com/profile.php?id=61556649848885>

<<https://www.facebook.com/groups/1491485521324787/>>

<https://www.facebook.com/search/top/?q=tchadinfos.com&__epa__=SEARCH_BOX&__eps__=SERP_TOP_TAB&__hcr__=eyJpZCI6IjEwMDA2NDMzMzg1Mzg5MSIsInNvdXJjZSI6IiRZUEVBSEVBVBRF9QQUdFX01BUktFUij9>



Revue Africaine de Communication

La **Revue Africaine de Communication (RAC)**, qui s'adresse, entre autres, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, l'analyse du discours, le management, le marketing et la culture dans sa diversité. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication, en particulier, le progrès scientifique, en général, est évident.

Ce numéro spécial de la **Revue Africaine de Communication** se donne, entre autres, pour objectif de réfléchir sur la manière dont les crises contemporaines multifformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyens.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

